

Controverses autour de l'action humanitaire en Haïti

Haïti face à l'adversité, un bien vaste sujet. Aussi, je me contenterai de faire quelques commentaires sur les réponses données par la majorité des familles haïtiennes pour faire face aux difficultés de tous les jours. Mes commentaires sont ceux d'une psychologue clinicienne travaillant dans le champ de la santé mentale en France et en Haïti. Je mettrai en perspective les stratégies d'adaptation et les réponses que ces familles apportent pour améliorer leurs conditions de vie. En effet, il est intéressant d'avoir dans les débats actuels un dialogue interculturel qui permet d'appréhender les modes d'organisation des contextes culturels différents. Le cas d'Haïti permet d'articuler cette alternative qui ouvre sur les expériences d'ailleurs, c'est-à-dire des collectivités locales dans leurs pratiques sociales, culturelles et géopolitiques.

• **Myrvine Marcelin**
Psychologue
Clinicienne,
Thérapeute
familiale, Chargée
de cours à l'IED-
Université Paris 8

Tout d'abord, deux mots sur les stratégies de vie dans les campagnes haïtiennes. La structure familiale haïtienne émane d'une organisation sociale centrée sur elle-même dans une logique de méfiance et de retrait : retrait vis-à-vis de l'extérieur, (en dehors de la communauté), mais aussi du pouvoir de l'Etat en tant que tel. La vie dans le monde rural s'organise dans une logique familiale et traditionnelle, en dehors des systèmes de régulation politique classique.

Une brève évocation historique d'Haïti nous permettra de comprendre cette organisation sociale atypique au sein de la Caraïbe.

Je parle ici d'une société datable, qui, dès le lendemain de son indépendance, s'est organisée autour d'un système social d'inclusion et d'exclusion hautement hiérarchisé. Elle porte en elle une inscription temporelle qui crée un avant et après. Plus précisément, elle porte aussi l'inscription voire l'acceptation de ceux qui ont des droits dans la société et ceux qui n'en ont pas, entre les gens du dedans et ceux du dehors. Dans sa forme actuelle, la société haïtienne maintient une idéologie et un système de pensée hérité de la société de plantation dont elle est issue. En effet, le système social basé sur la plantation a profondément marqué le pays dans sa formation, dans ses composants sociaux et culturels à travers ses fractures héritées de la colonisation et de l'esclavage. Cette empreinte est à la fois symbolique et réelle. Elle a favorisé progressivement la création au sein du pays de deux grandes structures donnant lieu à deux logiques sociales différentes :

a) Une structure sociale économique et politique

dominée par les gens de la ville.

b) Une structure sociale basée sur la production agricole qui s'organise sur un mode familial, autour de la communauté et bien loin du pouvoir central de l'Etat.

Avec le temps, le mode de fonctionnement parallèle de ces deux structures a donné lieu à ce que l'anthropologue historien Michel Rolph Trouillot appelle une crise généralisée, conduisant aux effritements des institutions rurales et urbaines, à la paupérisation extrême des masses rurales et à la bidonvilisation excessive de l'espace urbain en Haïti. C'est sur ce fond de crises institutionnelles, sociales et politiques généralisées que se greffent les désastres naturels récents d'Haïti et la catastrophe résultant du séisme du 12 janvier 2010. Ce fond de crise me permet d'articuler ici comment la vie s'organise dans les communautés populaires en Haïti avant et après le séisme.

Je disais que la vie familiale rurale s'est organisée schématiquement entre deux polarités : confiance et méfiance, tradition et modernité. C'est sur ce fond culturel chargé d'ambivalence que se définissent en Haïti les rapports, campagnes/villes, riches/pauvres, intellectuels/analphabètes, inclus/exclus. Je parle d'ambivalence parce qu'elle contient en réalité à la fois une envie mais aussi un rejet. Cette méfiance a un double effet, elle contribue à l'éloignement de la paysannerie et de certaines catégories sociales de la chose publique et participe en même temps à son enfermement par rapport au reste du pays. C'est donc autour

de cette organisation familiale traditionnelle que s'est construite et organisée la structure de parenté dans les campagnes haïtiennes. C'est de cette forme d'organisation familiale et traditionnelle que je tenterai de rendre compte aujourd'hui.

Deux raisons expliquent ce choix :

a) D'abord, parce qu'il rend compte de la pérennité d'une pratique familiale vieille de plusieurs décennies,

b) Mais aussi parce qu'elle se perpétue encore aujourd'hui dans une forme de résistance face à l'extérieur et aux enjeux actuels.

En effet, à travers les réseaux étendus de parenté la solidarité familiale s'est très vite mise en œuvre dès le lendemain du séisme qui a ravagé le pays le 12 janvier 2010. La famille rurale s'est beaucoup mobilisée pour venir en aide à leurs proches qui vivent à Port-au-Prince victimes du séisme. La diaspora aussi s'est mobilisée en masse pour aider les leurs. Il convient de rappeler ici que dans les premiers moments, bien avant que l'aide internationale n'arrive dans le pays, c'est à mains nues, avec des pioches et des cailloux que la population haïtienne a retiré les corps de ses proches sous les décombres. Certains y ont même laissé leur vie en essayant de leur venir en aide. On ne le mentionne pas assez dans les débats.

Contrairement à ce qu'on imagine, le séisme du 12 janvier 2010 n'a pas créé la précarité dans le pays, il a dévoilé à la face du monde la fragilité chronique de l'ensemble du pays et des institutions de la société haïtienne. Ce faisant, il amplifie les conditions adverses à sa stabilisation, tout en réduisant ses options de réagir face à l'immensité des défis qui en ont résulté. L'enlèvement qu'on observe aujourd'hui dans la population ne date pas d'hier, ni du séisme, il est structural. Bien avant le séisme, les populations des villes et des bidonvilles dans leur majorité vivaient déjà en marge de toutes les infrastructures urbaines, incapables de subvenir aux besoins les plus élémentaires en alimentation, en santé ou en éducation. On peut se demander comment cette fragilité ou cette précarité est devenue si endémique dans le pays?

Je tenterai un commentaire à titre d'explication : Bien avant le séisme, la communauté

internationale a développé un modèle de coopération en Haïti qui consistait à renforcer la société civile haïtienne, finançant directement les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et, à travers elles, certaines associations locales. L'objectif étant de créer un contre pouvoir vis-à-vis de l'Etat haïtien, jugé corrompu, dictatorial et inefficace. Il n'y a pas de doute que l'Etat en Haïti a fonctionné dans certains cas comme une entité aux mains de groupes qui ne servent que leurs intérêts privés. Une entité kleptomane et prédatrice qui puisait sa force du pouvoir dictatorial. Cependant, les réponses proposées par les bailleurs de fonds et l'international face au problème de la légitimité et la capacité de l'Etat en Haïti ont paradoxalement annihilé la possibilité de le transformer : ces réponses ont fini par affaiblir l'Etat Haïtien en le privant de ses moyens d'action. Ce faisant, il est devenu impossible de mobiliser des atouts institutionnels locaux pour répondre de manière cohérente aux défis qui se déploient après la catastrophe du 12 janvier.



Par ailleurs, le choix délibéré des bailleurs et des institutions internationales de contourner l'Etat haïtien a affaibli le potentiel d'organisation du pays dans la lutte contre la corruption, dans la production de capacité locale, au maintien des capacités autour des actions concertées, méthodiques et productives, en somme au renforcement structurel du pays. L'incapacité actuelle du pays à faire face aux catastrophes naturelles qui le frappent régulièrement comme les cyclones, les inondations, les sécheresses,

les épidémies et bien entendu le séisme, montrent combien ce modèle a été un échec. En revanche, s'il est normal que les citoyens, les organisations de la société civile demandent à l'Etat de réagir, de gérer ces difficultés, on oublie trop souvent que cet Etat n'a pas toujours été capable de répondre adéquatement aux besoins de sa population. Pas plus que la société civile haïtienne qui est toujours en quête d'une identité. A titre d'exemple, l'Etat haïtien et les classes dominantes en Haïti n'investissent pas dans des infrastructures de santé, de routes, de services sociaux pour leurs citoyens. Pas plus qu'ils n'investissent dans des infrastructures nécessaires au développement de la production économique qui puisse aider à améliorer les conditions de vie de la population. Les rues, les trottoirs de la capitale haïtienne deviennent quasiment un marché à ciel ouvert.

En effet, Il est important de créer de l'espace pour le développement de la société civile en Haïti. Il est aussi impératif pour le pays et pour son devenir démocratique que la société civile soit une force agissante et une interlocutrice valable auprès des institutions internationales. Cependant, ceci doit être fait tout en évitant l'affaiblissement de l'Etat au point d'être paralysé, car sans un Etat organisé, structuré à minima, on n'arrivera pas à construire une société et un Etat de droit. On voit bien aujourd'hui les signes de cette faiblesse dans la gestion des crises actuelles, plus particulièrement du séisme. Les acteurs viennent de partout sans trop de coordinations entre eux, créant plus de troubles, de désordres qu'ils n'apportent de solutions. Les réponses de l'Etat ne sont guère mieux, car, inadaptées aux enjeux actuels. C'est donc toute une politique mise en œuvre en Haïti depuis des décennies qui est aujourd'hui en échec. Mais cet échec n'est pas seulement l'échec d'une société, d'une nation, c'est l'échec d'un modèle. C'est ce modèle qui est questionné.

On constate en Haïti que les acteurs internationaux jouent plus de rôle dans la « reconstruction » du pays que les haïtiens dans la création de leur propre société. Dès lors, on peut se demander quelles conséquences cela peut avoir pour la suite ? Renforcer une dépendance déjà très importante vis-à-vis de l'étranger ?

Atrophier les capacités institutionnelles et les potentiels locaux nécessaires à la transformation des conditions sociales du pays ? Il y a à l'heure actuelle en Haïti, autant d'initiatives que d'acteurs sur le terrain (il y aurait plus de 10 000 ONG installées dans le pays principalement à Port-au-Prince, la capitale, après le séisme). Il faut dire en même temps que ces organisations sont là pour combler aussi le vide institutionnel laissé par l'Etat haïtien, et la société civile haïtienne qui n'a jamais eu le souci d'investir dans le développement du pays. En même temps, ces réponses toutes azimutes ont eu pour effet de transformer ce pays en une terre expérimentale des organismes internationaux et humanitaires, qui maintient le pays dans une situation de dépendance. La preuve en est qu'en Haïti, actuellement, la majorité des produits consommés par la population vient de l'importation. Par voie de conséquence, le pays perd ses capacités de production locale et d'autonomie. Les mouvements paysans ont tenté de réagir à cette situation, mais que peuvent-ils contre l'invasion du riz américain, des aliments divers de la République Dominicaine et de toutes ces importations qui envahissent le marché Haïtien ?

On comprend alors que dans ce contexte, Haïti soit devenue un terreau extraordinaire pour faire naître et grandir des ONG. Ne l'appelle-t-on pas d'ailleurs « la république des ONG » ? Aujourd'hui, cette population désorientée se trouve concentrée autour des quartiers et des bidonvilles où elle tente de manifester sa présence, comme pour ne pas être oubliée. Le séisme de 2010, a levé les voiles sur la précarité, la misère et la violence qui sévit dans une grande partie de la population haïtienne depuis des décennies. Une précarité dont on a par ailleurs, courtoisement ignoré l'existence jusqu'ici. Aujourd'hui, la population s'invite au débat national post-séisme, l'enjeu étant de peser dans les débats en s'exposant notamment devant les caméras et devant la face du monde. Elle investit les camps, refusant de laisser certaines zones stratégiques comme le camp du **“Champs de mars”** en face du palais national, bien au cœur de la capitale. Elle s'accroche à leur rêve d'habiter. Un rêve d'habiter qui devient quête de vie ou quête de l'ailleurs, tel est le combat séculaire de la population défavorisée d'Haïti.

1. Voir à ce sujet le rapport publié par l'INURED, *Voice from the shanties*, mars 2010, in www.inured.org.

2. Pour désigner l'habitation dans l'espace rural haïtien.

3. Enfant ici, ne renvoie pas à une catégorie d'âge, il désigne, tous ceux qui vivent sous le toit et l'autorité parentale quel que soit l'âge.

Si on peut trouver un certain sens dans la manière dont la population s'expose aux yeux du monde, sans faire aucune nuance entre le dedans/dehors, l'extérieur et l'intime, loin des caméras et des yeux du monde, l'organisation de la vie dans les camps est soumise aux mêmes aléas que dans les bidonvilles de Port-au-Prince. La violence, le viol collectif et la drogue sont des enjeux importants qui devraient aussi s'inviter dans les débats actuels. Comment assure-t-on sa sécurité dans les camps ? Comment les femmes et les enfants arrivent-ils à se protéger des abus sexuels ?¹ Peut-on exiger un certain droit à la protection et à la sécurité dans un contexte de non-droit ? Vers qui se tourner ? Quelles sont enfin les figures sociales et traditionnelles qui médiatisent et régulent le dérèglement social et les débordements psychiques dans un tel contexte ?

Ce qui est sûr, c'est que la vie aujourd'hui dans les camps après le séisme, s'organise en fonction d'autres règles, d'autres valeurs que celles purement culturelles et traditionnelles. La famille a perdu de son poids et de sa légitimité dans ces espaces confinés et inhabituels. En effet, dans les camps, « l'aide » s'est beaucoup individualisée, provoquant dans une certaine mesure un éclatement de la famille et des réseaux communautaires traditionnels. Le parent est de moins en moins un interlocuteur privilégié pour l'enfant. Au même titre que ses parents, un jeune majeur peut avoir sa propre tente, donc, son propre chez soi, ce qui rompt avec une certaine forme d'organisation familiale traditionnelle en Haïti où les enfants non mariés vivaient sous le toit et l'autorité de leurs parents jusqu'à ce que ceux-ci se mettent en couple pour fonder leur propre foyer. La vie s'organisait ainsi, autour du lakou², de l'habitat qui définissait la place et le rôle de chacun dans la famille en fonction de son âge et de sexe. Tout ceci est balayé aujourd'hui. L'autorité des parents est remise en question, dans la mesure où ceux-ci n'ont plus la capacité de subvenir aux besoins de leurs enfants³. Ils ont ainsi perdu de leur légitimité dans leur rôle parental. Cette forme d'individualité diminue aussi l'influence des parents vis-à-vis de leurs enfants, eu égard aux valeurs traditionnelles partagées dans la famille. Les organismes internationaux qui assurent l'aide humanitaire dans les camps s'inscrivent dans une logique

très différente de ces logiques traditionnelles et culturelles. Au contraire, elles fonctionnent sous une forme paternaliste et tentent de devenir des interlocuteurs privilégiés pour les jeunes, ce qui fragilise les liens familiaux. Les figures d'autorité traditionnelles reconnues et autorisées comme légitimes dans les communautés sont remplacées par des leaders moins légitimes mais qui ont su s'imposer comme tels auprès des ONG et des organismes internationaux. Dans les faits, les camps sont pris en charge par les leaders des quartiers qui ne font pas toujours figure de leaders au plan des valeurs culturelles et traditionnelles. Ces leaders sont devenus des interlocuteurs incontournables entre la population et ces dites ONG internationales, parce qu'ils parlent leur langue et connaissent leur code. Aussi, la concentration des populations dans les camps ne permet pas de retrouver des lieux mythiques et symboliques qui naguère, pouvaient assurer protection et sécurité à l'individu.

En effet, la population a très bien compris qu'il fallait investir les camps, les villes, car c'est là où tout se passe, les repas, les soins, voire un éventuel relogement. Certains n'hésitent pas à laisser la campagne pour venir chercher l'aide en ville, principalement dans les camps de Port-au-Prince. Les lieux symboliques sont ainsi désertés au profit des lieux stratégiques. En cela, le séisme a touché les structures sociales et familiales les plus intimes qui pouvaient contenir et donner du sens. Ces structures traditionnelles étant fragilisées, la famille ne peut plus jouer son rôle habituel de soutien et de contenance. L'une des conséquences de cette situation est un passage dépressif plus ou moins long et plus ou moins sévère. A qui parler de ses pertes, de ses blessures psychiques, sur qui se reposer ? Avec très peu de structures de prise en charge en santé mentale en Haïti, c'est à la famille que revenait la charge de s'occuper de ses malades mentaux et des désordres affectifs. Aujourd'hui, affaiblie, disloquée, appauvrie, fragilisée et exsangue, elle ne peut palier à tant de difficultés, comme elle le faisait auparavant. Le groupe avait cette fonction de contenance, et d'enveloppe psychique qui pouvait éviter les décompensations psychiques ou de sombrer dans la dépression ou dans la folie. Aujourd'hui les plaies sont encore à vif tant

le choc traumatique a été grand. Néanmoins, avec une force inouïe, la population haïtienne a investi de nouveau la rue, plus blessée que jamais pour chercher la vie.

Quelles conséquences pour la population ?

Si suite au séisme, un segment de la population haïtienne a perdu symboliquement une certaine cohésion sociale, voire un certain mode de vivre ensemble, cette apparente atomisation des valeurs traditionnelles peut fragiliser les individus dans leur reconstruction. En effet, l'absence de l'étalement du groupe ravive les blessures psychiques, la perte et le sentiment d'abandon. Dans beaucoup de situations, la population devient passive comme si elle se regardait vivre. Les récentes catastrophes naturelles, les événements de vie et les difficultés chroniques auxquelles la population fait face peuvent être considérés comme des facteurs aggravants qui maintiennent cette population dans une situation à risque. Dans certains cas, ils peuvent aussi être déclencheurs de la maladie mentale, notamment dans les troubles dépressifs.

Par ailleurs, la forte inégalité et la hiérarchie sociale existante dans le pays ne donne pas à tous les mêmes chances de s'en sortir, ni les mêmes capacités à rebondir. Aussi, paraît-il pertinent de réfléchir dans cette phase de « reconstruction » du pays à un modèle de société qui, à défaut d'être égalitaire, soit juste pour chacun. Haïti est décrit très souvent par son chaos et sa violence, mais en réalité il y a des paramètres beaucoup plus complexes que de simples corrélations violence-misère-pauvreté et le phénomène est d'autant plus complexe que les problèmes sont précisément intriqués. S'écarter d'un modèle tout venant qui se voudrait universel donc, applicable partout, c'est prendre conscience qu'il y a d'autres paradigmes dans le réel haïtien. C'est aussi prendre en compte la particularité du contexte du pays et permettre d'avoir des réponses plus adaptées aux problèmes qui se posent dans ce pays.

Comme nous l'avons vu, Haïti souffre de maladies endémiques, les missions des « spécialistes » de tout genre se succèdent dans le pays et chacun tente de trouver à sa façon, sa solution face à ces maux les plus primaires ; la faim, la misère,

le manque de soins et le sous-développement chronique. Dans les faits, un autre paradoxe se dégage : plus les remèdes se multiplient, plus le malade va mal. Il est vrai qu'on a souvent le sentiment de devoir refaire aujourd'hui ce qu'on a terminé la veille. Un cercle vicieux qui enferme dans une pratique qui pousse à faire tous les jours un peu plus de la même chose. Une des conséquences de ces échecs répétés est d'enfermer toute lecture de ce problème dans un certain catastrophisme qui empêche de penser d'autres possibles. Si la tendance globale dans ce genre de situation est de considérer les solutions qui ont marché à un certain moment comme des solutions définitives, donc valides à tout jamais, il semble aujourd'hui évident, vu l'enlisement du pays de se questionner sur la pertinence de ces actions. Il est aussi important de sortir de la pensée magique qui consiste à dire à chaque fois « cette fois-ci ça va marcher », sans chercher à s'intéresser au fondement du problème. En effet, les problématiques d'un pays évoluent (en bien comme en mal d'ailleurs) ce qui oblige à adapter à chaque fois les réponses au contexte et aux situations de chacun. La situation actuelle en Haïti fait penser à une certaine surdité des aidants vis-à-vis de ceux qu'ils aident. Il est en effet plus simple et pratique de faire ce qu'on connaît qu'il devient fastidieux de chercher des solutions différentes!

La majorité des organisations internationales qui travaillent en Haïti ont cette conception magique du changement et du développement. Chacun amène son kit. Les programmes sont nombreux mais ne sont pas toujours en phase avec les besoins de la population. Face au découragement de la population devant ces innombrables crises et catastrophes de tout genre qui assaillent le pays, l'international oppose un optimisme déconcertant sans vraiment s'appuyer sur des plans stratégiques articulés avec les problèmes structurels auxquels le pays fait face depuis des décennies. En réalité, chaque catastrophe apporte son quota de missionnaires ou d'humanitaires qui cherchent dans leur fond de tiroirs des projets que l'on remet en scène à chaque fois. Il suffit pour cela de changer le nom des événements, la date et on repart. Jeanne ; Hanna, Ike, Emily, Tomas, Irène, et j'en passe, ne sont que des ouragans après tout! On est en

quelque sorte toujours en urgence en Haïti. Il n'y pas de place pour le questionnement pour la remise en question. A quoi bon ! Combien de fois n'entend-t-on pas dans le discours des uns et des autres que « Haïti, ne pouvait pas tomber plus bas » ; c'est un discours qui revient à chaque catastrophe. Plus celui-ci est important et provoque des dégâts collatéraux, plus on y croit, et plus on insiste. C'est cette naïveté qui conduit encore à développer des solutions anachroniques qui empêchent de penser ou d'explorer d'autres solutions envisageables voire préférables, cela frôle un certain cynisme ! Aussi, devient-il nécessaire de sortir ce pays de sa totale dépendance pour l'accompagner vers une autonomie, même relative. Mais le problème de la dépendance est qu'elle maintient des liens sans fin avec l'univers de la dépendance et l'autonomie devient une menace de rupture ou de changement.

Conclusion

S'il est clair qu'il existe des facteurs historiques qui expliquent la précarité de la population et le manque de développement général du pays, cette précarité devient de plus en plus chronique et laisse peu de place à la pensée optimiste. Plus que l'échec d'un pays, c'est l'échec d'un modèle qui est mis à mal aujourd'hui en Haïti. En même temps, il y a des institutions et des ONG qui font un travail remarquable auprès de la population en Haïti, notamment dans le domaine de la santé ou du développement rural. Mais ces

institutions sont malheureusement dépassées souvent en nombre par des institutions de missionnaires ou caritatives de tout genre qui, à défaut d'aider à construire un Etat de droit, proposent à la société un état providentiel, un état divin avec en perspective le royaume des cieux !

S'il est important de sortir de l'urgence, de l'immédiateté pour penser des stratégies à long terme dans la reconstruction de ce pays, il est moins utile de payer très cher des experts internationaux dont les recommandations finissent en général dans des fonds de tiroir pour savoir que Haïti **a besoin de routes, des écoles, des hôpitaux, des Universités, de création d'emploi ou renforcer son système judiciaire afin de sortir de son sous-développement chronique.** Plus que tout, c'est d'abord aux Haïtiens qu'il revient de construire leur pays en les aidant à mettre sur pied des projets pérennes afin de lutter contre l'exclusion, la corruption et d'aller vers la création d'un Etat de droit. Les besoins sont criants et font appel à des réponses parfois simples et pragmatiques. Il existe des plans stratégiques définis par le gouvernement haïtien faits par des acteurs locaux et étrangers qui ne demanderaient qu'à être mis en place ou à défaut être étoffés et appliqués. Pour terminer, j'ai envie de reprendre cette phrase de Paul Watzlawick : « Plus le problème est complexe et paraît désespéré, plus la solution est désespérément simple ».||